

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE POUR 2009

Les prestations touristiques coûteront moins cher

S'adressant hier aux opérateurs de son secteur, le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, Chérif Rahmani, a rappelé que la loi de finances complémentaire inclut des incitations opportunes, à même de booster la promotion de la destination Algérie.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre a souligné qu'il s'agit d'accompagner les partenaires tels que les hôteliers, les restaurateurs, les managers d'agences de voyages et le patronat en vue de booster les trois dynamiques prévues par le schéma d'aménagement touristique. Cela

est le cas pour le plan qualité, l'investissement et la promotion de la destination Algérie, censés assurer un développement durable du tourisme.

Les neuf nouvelles dispositions d'incitations économiques, financières et fiscales concernent en premier lieu et au titre de la

destination Algérie l'exonération de la taxe sur les activités professionnelles et le chiffre d'affaires réalisé en devises dans les activités touristiques. Il s'agit aussi de la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de 17 % à 7 %, sur les prestations liées au tourisme.

Pour ce qui est du plan qualité tourisme, les mesures incitatives concernent également un taux d'intérêt bonifié de 3 % et 4,5 % pour ce qui est des prêts bancaires pour les actions de modernisation des établisse-

ments touristiques et hôteliers à réaliser dans les wilayas du Nord et du Sud.

L'acquisition d'équipements et d'ameublements pour les structures hôtelières dans le cadre de l'application du plan qualité tourisme bénéficieront aussi de réduction du taux d'intérêt de droit de douane. Sera par ailleurs créé, explique le ministre, une caisse de dépôt de la caution financière exigée aux agences de tourisme et de voyages destinée à couvrir les engagements pris par ces dernières.

Concernant la sixième mesure, et en vue de booster la destination Sahara, le ministre a annoncé que la concession de terrain nécessaire à la réalisation des projets touristiques bénéficiera d'un abattement de 80 %. L'abattement sera de 50 % pour les wilayas des Hauts Plateaux.

Les mesures incitatives de la loi de finances complémentaire incluent par ailleurs l'exemption du droit d'enregistrement lors de la constitution de sociétés activant dans le touris-

me ou d'augmentation de capital.

Le ministre dira, à cet effet, que les nouvelles mesures constituent une avancée pour le secteur qui, soulignera-t-il, «n'a jamais bénéficié d'une aide aussi franche». Cela permettra d'assurer des prestations à des prix réduits donc plus accessibles. Le ministre a aussi annoncé la présentation prochaine d'une charte contractuelle qui liera les investisseurs dans le secteur du tourisme à l'Etat.

F.-Z. B.

BOUIRA

GRIMP-10 prospecte le gouffre d'Aswel

Deux ans après sa création, le Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux de la wilaya de Bouira, baptisé GRIMP-10, composé de 23 éléments et spécialisé dans l'intervention dans les milieux difficiles d'accès et nécessitant un matériel spécial, s'est lancé pour la première dans l'histoire de l'Algérie indépendante dans la prospection et l'équipement du gouffre d'Aswel, appelé localement «Anou-Bouswel», situé sur le plateau d'Aswel à 40 km à l'est de Bouira et à 7 km du site touristique de Tikjda, sur la RN 33, à 1 750 mètres d'altitude et une profondeur de 805 mètres.

Selon le lieutenant Rahmani, chargé de communication au niveau de la Protection civile de la wilaya de Bouira, l'objectif de cette opération est de permettre à l'équipe de sauvetage en haute montagne de s'attaquer aux gouffres existants en haute montagne, après avoir été initiée deux ans durant aux multiples interventions en différents milieux, tant en montagne comme les falaises ou les escarpements rocheux et difficiles d'accès que dans les milieux artificiels tels que les bâtiments d'habitations, les immeubles et les tours de grande hauteur, les ponts et les structures industrielles où l'intervention classique s'avère inefficace et impossible.

Ainsi, cette exploration qui a débuté samedi dernier et qui durera quatre jours, temps nécessaire pour l'équipe de GRIMP-10 de descendre à 805 mètres de profondeur dans le gouffre, est de se permettre une mise à niveau par un module complémentaire de secours souterrain.



L'équipe de GRIMP-10 descendra à 805 mètres de profondeur dans le gouffre.

Aussi, l'exploration du gouffre d'Aswel permettra la mise en valeur de ce potentiel spéléologique délaissé et son équipement à travers la pose des piquets et de pieux afin de permettre une intervention rapide en cas de nécessité, mais également de pouvoir réactualiser les anciennes topographies existantes du site qui datent du début des années 1980, dernière exploration du site par des spéléologues belges.

D'ailleurs, à ce sujet, il y a lieu de noter qu'aux côtés de l'équipe de la Protection civile qui a établi son campement au niveau du plateau d'Aswel depuis samedi dernier, certains spéléologues venus de Béjaïa ont bien voulu assister à cette manœuvre pour les besoins de leurs recherches.

Ce dimanche, lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons retrouvé l'équipe de GRIMP-10, à l'œuvre avec deux éléments qui avaient déjà enta-

mé la descente, guidés par leurs collègues qui étaient dans la bouche du gouffre. Nous avons appris, sur place, par l'intermédiaire d'un élément qui a eu l'amabilité de nous confier quelques informations, que la veille, c'est-à-dire dans la journée de samedi, aussitôt après l'installation du campement, les travaux d'exploration et de descente au niveau du gouffre avaient déjà commencé.

Deux éléments avaient entamé la première étape en descendant jusqu'à une profondeur de 165 mètres, en installant au fur et à mesure de leur avancée dans le gouffre des pieux et des piquets.

La remontée des deux éléments s'est effectuée vers 1 heure, dans la nuit de samedi à dimanche.

Le dimanche, alors que nous étions présents sur les lieux, ce fut au tour de deux autres éléments de descendre rapidement

à l'aide de cordes appropriées jusqu'à une profondeur de 165 mètres, posant judicieusement, à leur tour, des pieux et des piquets, avant de remonter.

L'opération devait se poursuivre de la même manière quatre jours durant, et ce jusqu'à ce que les éléments de GRIMP-10 atteignent le point le plus profond qui est de 805 mètres.

Sur place, nous avons voulu discuter avec les responsables présents, mais ceux-ci n'ont pas fait la moindre déclaration, se contentant de nous orienter vers le directeur de wilaya... qui n'était pas sur les lieux.

Rappelons enfin que, outre l'Aswel, il existe au niveau du parc national du Djurdjura plusieurs gouffres dont le plus célèbre est celui dit du Léopard, le plus profond d'Afrique avec 1 159 mètres, situé au village Ath-Ouabane, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Y. Y.

ARCELORMITTAL EL-HADJAR 12 millions de dollars pour la dépollution

Dans le but de protéger l'environnement immédiat du complexe sidérurgique d'El-Hadjar, les responsables de cette unité du géant mondial de l'acier, ArcelorMittal en l'occurrence, ont procédé, dimanche, à la mise en service d'un nouveau système de dépoussiérage électrostatique au niveau de l'agglomération n°2.

D'un coût estimé à 12,4 millions de dollars, ce système de dernière génération permettra aux citoyens des localités environnantes de Sidi-Amar et Bergougua de ne plus respirer de l'air pollué.

Répondant aux normes internationales de dépollution, les filtres électrostatiques (champ électromagnétique) réduisent considérablement la poussière dégagée de l'agglomération n°2 où est installée l'unité de préparation de la matière première servant à la fabrication de l'acier.

L'installation de cet équipement, entamée en septembre 2008, répond au souci des citoyens de cette région qui souffrent de problèmes de pollution de l'atmosphère.

Cet important investissement, qui sera suivi d'un deuxième système de dépoussiérage avant la fin du deuxième semestre 2010, est un acquis pour toutes les parties en relation avec le complexe d'El-Hadjar, indique-t-on à la direction du complexe.

Il rentre dans le cadre «des principes fondamentaux du développement durable et des devoirs de citoyenneté d'ArcelorMittal», estime la même source.

A. Bouacha